

Non à l'emprisonnement de Gérard Jodar, président de l'USTKE

Gérard Jodar, président du syndicat USTKE (Union syndicale des travailleurs kanaks et exploités) vient d'être condamné à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), à un an de prison ferme et a été immédiatement incarcéré avec 4 autres syndicalistes. 21 autres militants sont condamnés à des peines de prison avec sursis.

Ces condamnations s'inscrivent dans la gestion par les pouvoirs publics d'un conflit du travail à Air Calédonie : la direction refusait toute négociation avec les grévistes et leur syndicat USTKE. C'est pourquoi, l'USTKE appelait le 28 mai à une journée de grève générale pour que tous les travailleurs/ses de Kanaky marquent leur solidarité, avec notamment une présence massive des militants à l'aérodrome de Magenta. Ce jour-là, et pour empêcher la solidarité, l'Etat a répondu par la répression policière : gendarmes mobiles et GIPN ont violemment attaqué les militants USTKE. C'est dans ce contexte que 27 syndicalistes ont été arrêtés et poursuivis devant les tribunaux.

Ces lourdes peines de prison sont injustifiables, elles s'inscrivent dans le contexte néo-colonial qui est celui de la Nouvelle-Calédonie. Il s'agit une nouvelle fois de tenter de faire taire des syndicalistes qui se battent pour les droits des travailleurs et pour le droit du peuple kanak à choisir librement son avenir.

L'Union syndicale Solidaires réaffirme sa solidarité avec l'USTKE et ses militants ; elle exige la libération immédiate de Gérard Jodar et de ses camarades.